

Entre fascisme et République : gouverner l'Italie

Introduction

Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci

Les auteurs

Professeur d'histoire et de sociologie politique, Marc Lazar est directeur du Centre d'histoire de Sciences Po et Président de la School of Government de la Luiss (Rome). Il a notamment publié : avec Ilvo Diamanti, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties* (Gallimard, 2019) ; avec Mariuccia Salvati et Loredana Sciolla, *Europa. Cultura e società* (Rome, Enciclopedia italiana, 2018) ; avec Marie-Anne Matard-Bonucci, *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire* (Autrement, 2010) ; *L'Italie contemporaine* (Fayard, 2009).

Marie-Anne Matard-Bonucci est professeure à l'Université de Paris 8 et membre de l'Institut universitaire de France. Ses domaines de recherche sont le fascisme, l'antisémitisme, les phénomènes de violence politique et criminelle, en particulier en Italie. Elle a notamment publié : *Totalitarisme fasciste* (CNRS Editions, 2018) ; *L'Italie fasciste et la persécution des Juifs* (PUF, 2012) ; a co-dirigé, *Storia della Shoah in Italia* (2 volumes, Bologne, UTET, 2010) et dirigé « L'antisémitisme : un éternel retour ? » (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2015).

Pour citer cet article : Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci, « Entre fascisme et République : gouverner l'Italie. Introduction », *Histoire@Politique*, n° 38, mai-août 2019 [en ligne : www.histoire-politique.fr]

« Gouverner les Italiens n'est pas difficile, c'est impossible. » Par son caractère apocryphe et récurrent, cette réflexion, dont l'origine fut attribuée, selon les circonstances à Giovanni Giolitti¹, à l'historien et homme politique antifasciste Gaetano Salvemini, à Benito Mussolini ou plus récemment encore à Silvio Berlusconi, invite à réfléchir sur ce qui a souvent été donné comme une évidence dans le débat public et dans de nombreux travaux d'histoire et de sciences sociales en Italie comme à l'étranger : la difficulté structurelle, ou supposée telle, pour ce pays, quel que soit le régime politique en vigueur, à trouver un mode de gouvernement efficace et stable. Une évidence que viendraient conforter les nombreux néologismes que recèle la langue italienne – « *malgoverno* », « *sgoverno* », « *sottogoverno* »² – et les crises politiques successives qui affectèrent depuis la formation de l'État-nation, l'Italie libérale puis républicaine³. Tout se passe comme si le passé glorieux d'un « bon gouvernement », figuré par les fameuses fresques de Lorenzetti du Palazzo Pubblico à Sienne, demeurait un idéal inaccessible à l'époque contemporaine⁴.

Bien sûr, on pourrait considérer que les critiques récurrentes des gouvernements et des institutions constituent la marque de fabrique des démocraties libérales et représentatives, voire un signe de leur bonne santé. Pourtant, à la différence d'autres démocraties, la question du gouvernement a souvent été présentée, pour l'Italie, comme l'expression d'une forme de pathologie relevant d'un rapport spécifique et atavique des Italiens à la politique qui participerait de la prétendue « anomalie italienne » par rapport aux autres nations modernes. Cette thèse présente une origine endogène que l'on pourrait faire remonter, entre autres, à l'écrivain Giacomo Leopardi (1798-1837) dont les écrits, notamment son *Discorso sopra lo stato presente de' costumi degli italiani* (1834), font écho au roman *Corinne ou l'Italie* (1807) de Madame de Staël⁵. Contrairement à leur passé de grandeur, les Italiens comme l'ensemble des Méridionaux seraient moins « civilisés » que les peuples septentrionaux : cette véritable vulgate s'est progressivement installée et largement diffusée en Italie comme à l'étranger.

Une autre tradition, forgée à travers les écrits de prison de Antonio Gramsci, lui-même inspiré de Vincenzo Cuoco⁶, a conduit à considérer la construction nationale italienne comme une « révolution passive », par opposition au processus révolutionnaire français. Ainsi, le *Risorgimento* aurait consisté en une alliance entre l'aristocratie et la bourgeoisie, moyennant un processus dont le peuple aurait été tenu à l'écart. L'absence de jacobinisme, selon Gramsci, aurait laissé la construction

¹ Giovanni Giolitti (1842-1928) fut président du Conseil à cinq reprises entre 1892 et 1921.

² Littéralement « mauvais gouvernement », « dé-gouvernement », deux expressions synonymes, et « sous-gouvernement », autant d'expressions qui désignent la pratique des partis au pouvoir sous la République nommant leurs protégés dans les multiples postes de l'administration centrale, des entreprises et structures publiques (banques, caisses d'épargne, hôpitaux, etc.) à des personnes qui leurs sont liées sans prendre toujours en compte leurs compétences.

³ Un bon exemple en est par l'historien Massimo L. Salvadori, *L'Italia e i suoi tre stati. Il cammino di una nazione*, Bari-Roma, Laterza, 2011 et du même, *Storia d'Italia e crisi di regime*, Bologne, il Mulino, 1994.

⁴ Sur ce sujet, voir Patrick Boucheron, *Conjurer la peur. Sienne, 1338. Essai sur la force politique des images*, Paris, Seuil, 2013.

⁵ Giacomo Leopardi, *Discours sur l'état présent des mœurs en Italie*, Paris, Les Belles Lettres, 2003 et Madame de Staël, *Corinne ou l'Italie*, Paris, Folio, 1985.

⁶ Vincenzo Cuoco (1770-1823) est un intellectuel méridional, économiste et juriste qui participa à la révolution de 1799 et à la République parthénopeenne. Il publie notamment en 1801 un *Essai historique sur la Révolution napolitaine*. Voir Vincenzo Cuoco, *Essai historique sur la Révolution de Naples*, Paris, Les Belles Lettres, 2004.

étatique comme inachevée. Dans le sillage de Gramsci, nombre d'intellectuels socialistes ou méridionalistes virent l'Unité comme un rendez-vous manqué avec l'histoire, forme de péché originel de la nation et cause de maux récurrents, documentés, au demeurant, par l'historiographie : le dualisme économique et culturel opposant le nord du pays au Mezzogiorno, l'incivisme généralisé, la corruption, l'existence pérenne d'une puissante criminalité organisée, le fort taux d'analphabétisme de la population, l'emprise de l'Église sur la politique ou encore l'exceptionnel mépris de la classe dirigeante pour le peuple. Celui-ci fut tantôt dénigré comme une populace qu'il s'agit d'éduquer ou de « dresser » de « manière orthopédique » selon l'heureuse expression de l'historien Giovanni Orsina, soit, à l'inverse, magnifié, sinon déifié, notamment par les populistes qui exaltent la justesse de son sens commun comme, de nos jours, le fait régulièrement Matteo Salvini⁷.

S'il y eut bien une voie spécifique de l'Italie vers la modernité politique, la systématisation de la théorie de « l'anomalie italienne », en essentialisant des phénomènes que l'on retrouve, avec leurs spécificités, dans d'autres contextes (qu'il s'agisse du clientélisme, de la corruption ou même du crime organisé) a contribué à introduire un biais qui interdit de saisir la complexité et la connaissance véritable de l'histoire contemporaine de la péninsule.

Il est désormais possible d'historiciser les approches de sciences sociales qui ont contribué à enraciner cette vision. Celles-ci se déploient à la fin des années 1950 et au début de la décennie suivante, résultant pour l'essentiel de l'anthropologie et de la science politique américaine et britannique dans la lignée des travaux comparatifs sur les « *civic cultures* ». Le livre séminal de l'anthropologue Edward C. Banfield, *The Moral Bases of a Backward Society*, publié en 1958 et réalisé sur la base d'une monographie d'un village de la Basilicate, a développé l'idée que les Italiens privilégiaient avant tout les intérêts de leur famille bien avant l'intérêt général, ce que l'on appelle en italien le *famialismo*⁸. Quelques années plus tard, les politistes Gabriel Almond et Sidney Verba expliquent que l'Italie serait caractérisée par une « culture paroissiale » (*parochial culture*), très éloignée de ce que l'on attend d'une culture civique⁹. Ces ouvrages ont eu un impact considérable sur les sciences sociales italiennes mais aussi auprès des intellectuels et des décideurs politiques. Ils ont largement contribué à cette appréhension de l'Italie selon laquelle la société, la culture et la population de ce pays souffraient de graves défaillances enracinées dans un passé lointain et durablement établies. Dans ces conditions, le déficit de gouvernement italien ne serait en quelque sorte que la traduction institutionnelle de ces travers, aggravé par la médiocrité d'une classe politique instable, incapable de décider, ne pratiquant que le clientélisme et la corruption pour se maintenir au pouvoir. Cette analyse, longtemps *mainstream*, mise en avant pour l'ensemble de l'Italie, fut déclinée de manière encore plus caricaturale pour le Mezzogiorno contemporain.

Depuis plusieurs années, cette interprétation a été remise en cause, notamment par les spécialistes français de l'Italie, frappés de l'existence d'un paradigme analogue pour le cas français véhiculé par des chercheurs le plus souvent anglo-saxons. Ainsi, l'héritage du jacobinisme et le syndrome révolutionnaire seraient à l'origine, entre

⁷ Giovanni Orsina, *Le berlusconisme dans l'histoire de l'Italie*, Paris, Les Belles Lettres, 2018.

⁸ Edward C. Banfield, *The Moral Bases of a Backward Society*, Princeton, Princeton University Press, 1958.

⁹ Gabriel A. Almond, Sydney Verba, *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

autres, de l'instabilité institutionnelle, de la « culture » protestataire et de la récurrence des mouvements sociaux en France. La critique du paradigme de l'anomalie appliqué à l'histoire italienne dépasse désormais le cadre hexagonal : on peut citer, entre autres, les travaux de l'historien Mark Gilbert ou des politistes Alfio Mastropaolo et James Newell¹⁰. S'agissant du sud de l'Italie, la revue *Meridiana* et le groupe de chercheurs associés à cette publication, à partir de 1987, ont aussi proposé un changement de perspective. Plus généralement, la démarche adoptée pour restituer la trajectoire de l'Italie dans la modernité se veut plus compréhensive, au sens de la sociologie d'inspiration wébérienne, cherchant donc à saisir de l'intérieur le comportement des acteurs, leurs agissements comme la perception des populations, en rupture avec une position de surplomb qui amenait à jauger l'Italie à l'aune d'un modèle politique étranger, celui des États-Unis ou de la Grande-Bretagne.

Les articles de ce dossier donnent la mesure des transformations ayant affecté l'historiographie ces dernières années et permettent de restituer la richesse comme l'inventivité de la société politique italienne confrontée de nouveau à la question du gouvernement du pays dans des conditions dramatiques à partir de 1943. Avec la chute du fascisme, le retour vers la démocratie s'opéra de façon disparate, d'un point de vue chronologique et géographique, dans des circonstances qui imprimèrent durablement leur marque. Ce moment spécifique pose un problème terminologique aux historiens. De manière significative, l'Italie n'a longtemps guère été concernée par les problématiques de « transitologie » qui ont inspiré les travaux de science politique consacrés aux processus de passage de dictatures vers la démocratie qu'il s'agisse des dictatures du sud de l'Europe dans les années 1970, des dictatures latino-américaines à partir du milieu des années 1980 et des anciens pays satellites de l'Union soviétique. La vulgate, longtemps dominante sur le plan intellectuel, d'un fascisme imposé à la société italienne explique en partie ce manque d'intérêt. L'influence des thèses de l'historien Renzo De Felice et le retour du concept de totalitarisme n'ont pas, comme on aurait pu l'imaginer, suscité un regain d'intérêt pour le concept¹¹. Certains historiens ont expliqué, à juste titre, la relative indifférence des chercheurs spécialistes de l'Italie à la question de la transition par la prégnance, y compris auprès des historiens, d'un récit antifasciste du *ventennio* et de sa chute¹². À cette explication mémorielle s'ajoutent d'autres facteurs ayant trait au contexte lui-même, comme on le verra dans les articles réunis ici : parce qu'ils rêvaient, pour certains de révolution, pour d'autres d'inventer enfin le « bon gouvernement », pour d'autres encore de remettre à l'honneur les idéaux d'un *Risorgimento* dévoyé par le fascisme, tandis que certains travaillaient à sauver ce qui pouvait l'être de vingt années de fascisation du pays, les années 1943-1948 ne furent

¹⁰ Mark Gilbert, « Il governo e la politica dell'Italia repubblicana », dans Stuart Woolf (a cura di), *L'Italia repubblicana vista da fuori (1945-2000)*, Bologne, il Mulino, 2007, pp. 85-127 et Alfio Mastropaolo, « From the Other Shore : American Political Science and the "Italian Case" », *Modern Italy*, vol. 14, n° 3, 2009, p. 311-337. Voir aussi le numéro special « Italy in the eyes of others », *Modern Italy*, vol. 15, 2010 et James L. Newell, *The Politics of Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

¹¹ Sur cette évolution, Marie-Anne Matard-Bonucci, « À propos d'un retour : le concept de totalitarisme dans l'historiographie italienne », dans Jean Baudouin et Bernard Bruneteau (dir.), *Le totalitarisme. Un concept et ses usages*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 117-140.

¹² Voir, à ce sujet le numéro spécial de *Laboratoire italien*, 12/2012 « La vie intellectuelle entre fascisme et République, 1940-1948 » et plus particulièrement l'article de Luca La Rovere, « *Gli intellettuali italiani e il problema delle generazioni nella transizione al postfascismo* », *Laboratoire italien* [En ligne], 12 | 2012, mis en ligne le 26 novembre 2012 : <https://journals.openedition.org/laboratoireitalien/641> [lien consulté le 30/09/2019]

guère pensées comme transition mais bien plutôt comme un combat pour s'emparer d'un futur plus qu'incertain.

Cependant, la notion de transition pour caractériser cette séquence si importante pour l'Italie va s'imposer à partir de la fin des années 1990, sans doute à cause des transformations politiques considérables en cours dans la péninsule, marquées par l'écroulement des partis traditionnels, le surgissement de nouvelles formations, au premier chef, Forza Italia de Silvio Berlusconi, l'apparition de pratiques politiques inédites, des alternances répétées qui tranchaient avec des décennies de domination de la Démocratie chrétienne. La notion de Seconde République s'imposait dans le débat public cependant que les politistes parlaient d'une transition inachevée. Avançons donc l'hypothèse que cela amena les historiens à se pencher à nouveaux frais sur la période qui court de la chute du fascisme à la gestation de la République : d'où la confrontation avec la notion de transition que nous reprenons nous aussi à notre compte dans ce dossier¹³. Cependant, celle-ci n'est nullement pensée selon une approche déterministe et téléologique. Mais bien comme une phase de grande incertitude et d'extrême complexité. En effet, les années d'après-guerre ne furent pas seulement pensées et vécues comme une période de bascule d'un régime à un autre, ou mieux encore de « passage », pour reprendre la notion travaillée par l'historienne Mariuccia Salvati, mais comme le temps d'une réinvention, de fondation d'un nouveau régime plutôt que d'une refondation¹⁴. Car il s'agissait bien de donner une réponse à la question fondamentale qui se posait alors : comment une société contrôlée et embrigadée, éduquée à la perspective d'un « fascisme de mille ans » se défait-elle de la culture politique ayant prévalu pendant plus de deux décennies et comment jeter les bases d'un nouvel ordre politique ?

La transition du fascisme vers la démocratie, et plus spécifiquement, les débats et affrontements sur la question du gouvernement sont analysés ici dans leur densité comme autant de processus ayant impliqué une multiplicité d'acteurs. On le verra, et c'est un autre apport de ce dossier, leur compréhension nécessite la prise en compte de différentes échelles, ici mobilisées : locale, régionale, nationale et internationale. Les textes réunis dans ce dossier visent donc à restituer le rôle et l'« agentivité » des acteurs ainsi que la singularité d'un processus de transition inséparable, dans ses logiques, de l'environnement international, même si, comme on le verra, dans la pensée et la forme des gouvernements successifs, les ressorts endogènes sont fondamentaux. Trois types d'acteurs et d'institutions ont été retenus : les partis politiques, l'Église et, plus original sans doute, la franc-maçonnerie à qui l'on prête souvent trop ou alors trop peu de pouvoir lors des changements historiques¹⁵.

Les différents textes révèlent de quelle manière, entre juillet 1943, début du processus de libération du Royaume d'Italie – à la suite du débarquement anglo-américain en Sicile – et le référendum institutionnel du 2 juin 1946 qui établit la République, la politique reprend ses droits, en Italie, après plus de deux décennies de dictature. Lors de cette phase de transition, à la différence d'autres pays occupés ou collaborationnistes, l'Italie ne peut s'adosser sur un gouvernement en exil. Parallèlement aux combats menés dans le centre-nord de la péninsule contre les

¹³ Voir parmi les nombreux travaux récents : Guido Formigoni e Daniela Saresella (dir.), 1945. *La transizione del dopoguerra*, Rome, Viella, 2017.

¹⁴ Mariuccia Salvati, *Passaggi. Italiani dal fascismo alla Repubblica*, Rome, Carocci, 2016.

¹⁵ Signalons la récente publication du livre de Rosario Forlenza, *On the Edge of Democracy. Italy, 1943-1948*, Oxford, Oxford University Press, 2019, qui s'intéresse à cette période en se concentrant sur la vie quotidienne des Italiens et leur rapport avec la démocratie, le fascisme, l'antifascisme, le communisme, l'anticommunisme, l'Amérique et l'URSS.

« nazis-fascistes » selon l'expression de la Résistance, les antifascistes doivent négocier entre eux, s'unir malgré leurs divergences de sensibilités et de projets, et conquérir une légitimité. Or, l'avancée de la recherche historique, ces dernières années, relativement à la République sociale italienne et aux deux dernières années du fascisme italien, apporte un éclairage nouveau sur le passage d'un régime à un autre. Il ne fait plus de doute désormais que c'est à l'issue d'une guerre civile, surtout dans la partie septentrionale de la péninsule, comme l'affirma Claudio Pavone dans une étude majeure consacrée à la Résistance, que l'Italie se libéra du fascisme pour (r)établir la démocratie¹⁶. La prise en compte de cet élément contextuel avec ce que cela suppose en termes de divisions profondes et durables du peuple italien, ainsi que les recherches consacrées aux différentes formes de violences et de massacres contre les civils perpétrées par les nazis et leurs alliés dans le centre-nord de la péninsule lors de la période 1943-1945¹⁷, incitent à réévaluer le poids de la politique, dans toutes ses dimensions – de conflit, de médiation et de compromis – dans l'Italie d'après-guerre.

Réinventer la politique dans un contexte de guerre civile et de libération

Du Nord au Sud, plusieurs scénarios se succèdent, et parfois se superposent, comme autant de possibles pour le futur de l'Italie. Premier territoire européen libéré par les Alliés, la Sicile, à partir de juillet 1943, se retrouve sous la tutelle des Alliés anglo-américains qui mettent en place l'AMGOT¹⁸ et traitée, en conséquence, comme un sujet mineur. Comme le montre Rosario Mangiameli, les libérateurs arrivent sans grande connaissance des réalités politiques insulaires et munis de solides préjugés. Une forme d'*indirect rule*, inspirée des précédents coloniaux, est ainsi préconisée moyennant des directives très précises qui en orientent la mise en œuvre : les forces antifascistes (et fascistes) sont écartées du pouvoir tandis les élites préfascistes sont remises en selle avec, bien souvent, les « boss » mafieux. À l'ignorance politique s'ajoutait, de la part des Britanniques comme des Américains, une méconnaissance de la société sicilienne réelle, appréhendée à travers des connaissances livresques littéraires ou anthropologiques. Comme l'écrit Rosario Mangiameli, « la sous-estimation ou plutôt la négation des enjeux politiques ne pouvait être plus complète ». De fait, la politique des Alliés en Sicile visant à écarter toute médiation politique au profit d'un contact direct avec les notables conduisit à une situation chaotique entre développement du marché noir, détresse sociale, développement du séparatisme et renaissance de la mafia. L'expérience ne sera pas reproduite par la suite.

Événement de nature militaire fomenté par des puissances extérieures et ennemies, le débarquement allié en Sicile a des répercussions presque immédiates sur la situation politique intérieure, provoquant la chute du gouvernement de Mussolini,

¹⁶ Claudio Pavone, *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Seuil, 2005. Sur la justice de transition, voir l'article de Marcello Flores et la bibliographie qui l'accompagne dans ce dossier.

¹⁷ On se contentera de citer ici, parmi de très nombreux travaux parus ces dernières années : Gianluca Fulvetti, Paolo Pezzino (sous la direction de), *Zone di guerra, geografie di sangue. L'Atlante delle stragi naziste e fasciste in Italia (1943-1945)*, Bologne, il Mulino, 2016.

¹⁸ Il s'agit du gouvernement militaire allié des territoires occupés, en anglais Allied Military Government of Occupied Territories (AMGOT).

arrêté sur ordre du Roi à la suite du vote par le Grand Conseil du fascisme, le 25 juillet 1943. En sacrifiant Mussolini, une majorité de hiérarques fascistes ont voulu sauver la monarchie et éviter un changement politique trop radical. Le gouvernement de Badoglio, nommé par le Roi, est donc l'expression d'un compromis politique qui sera constamment rediscuté, dans un contexte militaire évolutif qui verra les Alliés progresser difficilement du fait de la ténacité des troupes allemandes vers le nord, la résistance se développer, et les rapports de force évoluer au sein des six gouvernements de transition successifs que connaît l'Italie libérée, de juillet 1943 à juin 1946 qui voit l'organisation d'un référendum institutionnel et l'organisation d'élections pour une Assemblée constituante.

Passage obligé vers la reconquête d'une pleine souveraineté, le gouvernement Badoglio s'engage de plus en plus nettement dans le camp des Alliés : après avoir signé l'armistice le 3 septembre 1943, l'Italie déclare la guerre à l'Allemagne devenant désormais une puissance cobelligérante en lutte pour la libération de son propre territoire.

Du premier au sixième gouvernement provisoire, les partis politiques issus de la résistance s'imposent comme les véritables sujets politiques qui décideront de l'avenir de la péninsule. Cette affirmation passe d'abord, comme le montre Simone Neri-Serneri, par un élargissement progressif de l'influence des comités de libération nationale (CLN) que les premiers gouvernements tentaient de tenir à distance : la formation du gouvernement de Ivanoe Bonomi, socialiste réformiste ayant mené l'essentiel de sa carrière avant le fascisme, le 18 juin 1944, quelques jours après la libération de Rome, avalise le succès d'une reprise en main du pays par des forces issues de la résistance. L'abdication de Victor-Emmanuel III au profit de Humbert II en tant que simple « Lieutenant général du Royaume » apparaît comme un compromis provisoire acceptable. Désunis sur le sujet, les Alliés n'ont guère réussi à peser sur le choix institutionnel : les Britanniques sont beaucoup plus méfiants que les Américains à l'égard des forces antifascistes, et Churchill souhaite le rétablissement de la monarchie quand Roosevelt est favorable à un changement de régime et à une défascisation plus en profondeur¹⁹. Aussi, le gel de la question institutionnelle et le compromis provisoire adopté apparaissent bien comme résultant d'une habile stratégie des nouvelles élites politiques conciliant la nécessité de terminer la guerre, leur sens de l'État et les possibilités de changement qu'elles entendaient préserver pour l'après-guerre.

Faire table-rase du passé, mais lequel ?

La mise en attente de la question institutionnelle fut aussi une façon d'éviter, dans le court terme, de poser la question de l'héritage de l'Italie libérale. Comme le rappelle Simone Neri-Serneri, « l'État fasciste s'était développé sans solution de continuité avec l'État libéral-monarchiste ». Tandis que pour certains antifascistes, l'avènement même du fascisme au pouvoir condamnait la classe dirigeante et les institutions libérales, d'autres, à l'instar du philosophe Benedetto Croce, ne souhaitaient pas une refondation politique aussi radicale. C'est pourtant la première option qui triompha,

¹⁹ Manoela Patti, *La Sicilia e gli alleati. Tra occupazione e liberazione*, Rome, Donzelli, 2013. Guido Grainz, *L'ombra della guerra. Il 1945. L'Italia*, Rome, Donzelli, 2007. Pour les débats entre alliés à caractère géo-stratégiques et militaires, voir Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le Corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)*, Paris, Les Belles Lettres/Ministère de la Défense-DMPA, 2013.

portée par la coalition des forces antifascistes au sein des comités de libération nationale puis des gouvernements de transition. Lesquels entendent jeter les bases d'un nouveau pouvoir. Dans cette perspective, la question de l'épuration, évoquée ici par Marcello Flores, était de la plus haute importance.

En intégrant dans ses analyses l'important renouveau des travaux consacrés à la justice d'après-guerre, Marcello Flores estime que l'épuration fut, en définitive, un processus tronqué. Commencée en Italie du Sud alors même que les combats se poursuivaient dans le centre-nord, le processus se radicalise à mesure que la libération approche sous forme d'épuration sauvage. D'où la formation de cours d'assises extraordinaires encadrées par les CLN et des sections spéciales qui instruiront environ 30 000 procès pour fascisme entre 1945 et 1947. Beaucoup des jugements prononcés furent cependant cassés en appel tandis que les prisons furent rapidement vidées par les amnisties successives, à commencer par le secrétaire du Parti communiste italien Palmiro Togliatti, alors ministre de la Justice, à l'origine de l'amnistie générale du 22 juin 1946, adoptée au lendemain du référendum institutionnel²⁰. La politique d'amnistie très généreuse mise en œuvre en Italie fut voulue et soutenue par les partis politiques, tout particulièrement la Démocratie chrétienne et le Parti communiste, pour des raisons de politique intérieure visant à reconstruire l'unité nationale. Toutefois, le contexte international n'était pas absent, l'Italie risquant d'être rattrapée par son passé récent de partenaire de l'Axe. Comme le souligne Marcello Flores, l'absence de Nuremberg à l'italienne fut aussi la conséquence d'un héritage qui ne pouvait être effacé : « Jusqu'en 1948, la volonté gouvernementale de défendre les criminels de guerre italiens dont d'autres États demandaient l'extradition fut prioritaire²¹. » Entre volonté de pacification nationale et enfouissement d'un passé récent peu compatible avec l'image de nation démocratique, l'épuration eut, en définitive, un impact limité en Italie. Ce faisant, les partis de gouvernement hypothéquaient le processus de renouveau politique appelés de leurs vœux.

L'absence d'épuration en profondeur n'est pas le seul élément de compromis et de continuité avec le fascisme. Daniele Menozzi présente la position évolutive et contrastée de l'Église dans le processus de transition. Après avoir été allié du fascisme, le pape Pie XII se fait le promoteur de la démocratie comme principe d'accomplissement de la société chrétienne, même si, la démocratie imaginée par l'Église est bien « éloignée de la forme qu'elle avait prise dans le développement de l'histoire occidentale ». Comme le souligne Daniele Menozzi, « le gouvernement démocratique était en fait réduit à une participation populaire à la vie publique ». De plus, en apportant son soutien à la Démocratie chrétienne, vecteur de l'adhésion des catholiques au nouvel ordre politique, le Saint-Siège entend préserver dans l'héritage du fascisme, ce qui lui est favorable, à commencer par les accords du Latran de 1929²².

²⁰ Sur l'amnistie Togliatti et les dissensions, à ce sujet, au sein du PCI : Mimmo Franzinelli, *L'Amnistia Togliatti. 22 giugno 1946 : colpo di spugna sui crimini fascisti*, Milan, Mondadori, 2006.

²¹ Voir article de Marcello Flores dans ce dossier : « Épuration et procès en Italie durant la transition démocratique ».

²² Les accords de Latran signés le 11 février 1929 entre l'État italien, représenté par Mussolini, et le Saint-Siège, reconnaissent la souveraineté du Saint-Siège sur la Cité du Vatican, dédommagent financièrement le Saint-Siège et reconnaissent la religion catholique comme religion officielle de l'Italie. Cependant, sur ce dernier point, l'article 7 de la Constitution de la République stipule que « l'État et l'Église catholique sont, chacun dans leur domaine, indépendants et souverains ».

Démocratie des partis ou « partitocratie » précoce

Les continuités avec la période fasciste ne doivent pas occulter la grande richesse des réflexions, débats mais aussi controverses survenus en Italie entre 1943 et 1948. Comme le montre Virgile Cirefice, les partis politiques sont nombreux et fort divers, couvrant un large spectre qui va de la gauche marxiste (parti socialiste, parti communiste) au centre-droit conservateur en passant par le petit Parti d'Action, réformiste-radical, et surtout un centre tout aussi varié mais vite dominé par la Démocratie chrétienne. Au cours de ces années, la question du gouvernement et des institutions fut donc discutée, expérimentée et négociée avec une intensité toute particulière qui se conclut, à l'issue d'un parcours particulièrement complexe, par l'adoption de la Constitution républicaine entrée en vigueur en janvier 1948²³. La vivacité des échanges peut surprendre après le long tunnel du *ventennio*. Virgile Cirefice note que vingt années de totalitarisme fasciste n'ont pas fait disparaître, dans la péninsule, le goût et l'intérêt pour la politique. Rapidement, les partis issus de la Résistance acquièrent une importance considérable. Profitant de l'effondrement d'une grande partie des structures étatiques et de la fin du parti-État qu'avait été le Parti national fasciste (PNF), ils constituent des organismes de protection et de restauration de liens sociaux, agrégeant par la politique des formes de cultures et d'identités collectives. Ils héritaient probablement, comme partis de masse, des habitudes d'encadrement de la société instaurées par le Parti fasciste. Ainsi, Sandro Pertini, cité par Virgile Cirefice, notait que « sans la carte d'un parti, les Italiens se sentaient des demi-citoyens ; ils donnaient un sens bien différent à la politique ».

L'importance de la structure « parti politique », dans ce contexte démocratique, représentait une avancée d'autant plus grande que dans l'Italie libérale, en dehors de la mouvance socialiste, les agrégations politiques s'opéraient selon des logiques plus clientélistes que partisanses. L'article de Fulvio Conti consacré à la franc-maçonnerie, dans une perspective de longue durée, met en évidence, précisément, non seulement sa relative perte d'influence dans l'Italie républicaine, mais également la manière dont les logiques d'appartenance politique vinrent interpeller les différentes loges.

Le poids des partis politiques au sein de la jeune République ne fut pas seulement une forme de juste rétribution venant sanctionner le rôle qu'ils avaient joué dans le processus démocratique. Ce fut aussi la conséquence logique de la mise en place d'institutions limitant le poids de l'exécutif. Virgile Cirefice nous rappelle que la dénonciation du rôle jugé excessif fut portée, dès l'après-guerre, par certains acteurs qui ne reconnaissaient pas la légitimité des forces issues de l'antifascisme. La « partitocratie », un mot qui apparaît dès 1949 avec le juriste Giuseppe Maranini et qui se diffusera largement dans les années 1970, apparaît bien comme une dérive par rapport à l'esprit de la Constitution, conséquence, en particulier, des affrontements de guerre froide particulièrement clivants et structurants en Italie. Dans la phase de transition et de fondation de la démocratie, le rôle des partis était bien, selon la formule de Togliatti, assimilable à « la démocratie qui s'organise ». L'instauration et l'enracinement de cette démocratie se heurtent à de nombreux et importants obstacles. En effet, le fascisme a façonné et marqué en profondeur les Italiens et cet

²³ Dans une bibliographie abondante, nous nous contentons de renvoyer au récent et excellent livre de Giovanni Bernardini, Maurizio Cau, Gabriele D'Ottavio, Cecilia Nubola (dir.), *L'età costituente. Italia 1945-1948*, Bologne, il Mulino, 2016 qui, notamment dans l'introduction, dresse *a state of the art* très complet.

héritage perdue y compris après la mort du Duce en 1945. Par ailleurs, les destructions de la guerre et les profondes déchirures de la guerre civile entre fascistes et antifascistes ont traumatisé les Italiens. Des poussées autonomistes et centrifuges de certaines régions périphériques menacent l'unité du pays. La faible tradition des pratiques démocratiques des Italiens, le rejet généralisé de la politique dans toute une partie de la population qui tranche avec l'ébullition politique que partagent ceux qui ont activement participé à la Résistance et à la libération du pays, le sentiment de suspicion assez répandu à l'égard de tout ce qui vient de l'État et du haut entravent la légitimation nécessaire au nouvel ordre politique qui cherche à se constituer. La République a donc fort à faire. D'autant que si elle a été choisie par 54 % des Italiens lors du référendum le 2 juin 1946, la majorité des méridionaux a voté en faveur de la monarchie.

L'empreinte de la guerre froide

La transition italienne, l'élaboration et la mise en place de la Constitution se produisent alors même que la guerre froide s'installe entre le camp occidental et le bloc communiste. La rupture de l'unité antifasciste est scellée au mois de mai 1947 avec l'exclusion des ministres socialistes et communistes, qui survient après l'éviction des communistes des gouvernements belge et français. Néanmoins, en Italie, socialistes et communistes continuent de travailler avec les autres constituants, à commencer par les démocrates-chrétiens, pour arriver à un compromis sur le texte constitutionnel. La défense de celui-ci constituera d'ailleurs l'un des éléments fondamentaux et inédits de la gauche italienne en comparaison de ce qui s'est passé en France avec le parti communiste. Toutefois, la guerre froide percute littéralement l'Italie, et donc son gouvernement au sens large du terme, du fait de la position stratégique de la péninsule au cœur de la Méditerranée, de sa frontière commune avec la Yougoslavie du maréchal Tito et de la présence de l'imposant parti communiste solidement enraciné dans les profondeurs du pays. Aussi la question de l'influence américaine sur la vie politique italienne et son mode de gouvernement a été l'objet de très nombreux travaux historiographiques que rappelle Mario Del Pero dans sa contribution, lesquels généralement concluaient que l'Italie avait été soumise unilatéralement à l'hégémonie américaine²⁴. Sans nier l'impact américain sur la politique, l'économie et la société italienne, l'auteur, à partir de travaux plus récents et l'exploration de divers fonds archivistiques, souligne la complexité du rapport entre les États-Unis et l'Italie républicaine cherchant à affirmer sa souveraineté et insiste sur la nécessité de contextualiser au plus près, en restituant par le menu la chronologie, pour identifier les différentes phases de la guerre froide qui déterminent l'évolution des relations entre Rome et Washington.

C'est à une conclusion semblable qu'arrive Frédéric Attal qui, pour sa part, s'intéresse au *soft power* américain passant par le travail considérable réalisé par le département d'État et ses multiples services, et les fondations philanthropiques américaines. Là aussi l'auteur dresse un état des lieux très complet de l'importante historiographie sur ce sujet. Utilisant les travaux les plus récents et sa connaissance des fonds d'archives, Frédéric Attal démontre les divergences de stratégies entre les divers acteurs de la diplomatie culturelle américaine, soit ceux qui relèvent des

²⁴ Parmi les nombreux travaux consacrés au rôle des puissances étrangères en Italie durant la période qui nous occupe, et singulièrement des Alliés, signalons l'ouvrage de Ennio Di Nolfo, Maurizio Serra, *La gabbia infranta. Gli Alleati e l'Italia dal 1943 al 1948*, Rome-Bari Laterza, 2010.

différents secteurs de l'administration fédérale et les fondations comme Carnegie, Rockefeller et Ford. Mais il souligne aussi la réalité et peut-être plus encore les limites du concept d'américanisation de l'Italie, aidé en cela par des esquisses de comparaison avec le cas français. Cela lui permet de distinguer les nouveautés venues des États-Unis, par exemple, dans les sciences sociales, mais aussi les continuités de l'éducation et de la culture italienne. Or, cette dialectique de l'inédit et des invariants a des effets sur la formation des élites et sur leur façon de diriger et de gouverner. Ajoutons qu'une analyse de la stratégie soviétique, absente de de dossier, aurait également montré l'influence de la « patrie du socialisme » sur le Parti communiste italien en premier lieu, mais également sur une partie des élites et de la population italiennes²⁵.

Ces deux derniers textes administrent une preuve supplémentaire, s'il en était encore besoin, de l'impossibilité d'écrire une histoire de la transition italienne repliée sur elle-même, tant celle-ci résulte de multiples interactions entre les facteurs endogènes et les influences venues de l'étranger. Il en va de même pour l'une des questions centrales qui est au cœur de ce processus transitionnel, celle de la gestation d'une gouvernabilité qui se veut en rupture avec le passé mais qui affiche des éléments de continuité avec l'Italie libérale et même avec le fascisme²⁶. L'aspiration à un « autre gouvernement », à un « bon gouvernement », était puissante au sortir de la guerre chez les Résistants et les constituants, peut-être aussi partagée par une large partie de la population. Que la guerre froide, la polarisation entre communistes et anticommunistes, les conflits sociaux souvent violents, voire sanglants, l'écart de développement entre le Nord et le Sud et les pratiques politiques des gouvernements aient suscité des déceptions, à peine compensées par le formidable « miracle économique » que connaîtra l'Italie à partir des années 1950, est une réalité certaine. Mais cela relève d'une autre histoire.

²⁵ La plupart des études se sont consacrées aux relations entre la politique étrangère soviétique et le Parti communiste italien. Voir, par exemple, Elena Aga Rossi, Victor Zaslavsky, *Togliatti e Stalin. Il PCI e la politica estera staliniana negli archivi di Mosca*, Bologne, Il Mulino, 1997 (une édition revue et mise à jour a été publiée en 2007). Une version anglaise de ce livre a été publiée : *Stalin and Togliatti. Italy and the Origins of the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 2011 ; Francesca Gori, Silvio Pons (dir.), *The Soviet Union and Europe in the Cold War 1943-1953*, Londres, MacMillan, 1996 ; Francesca Gori, Silvio Pons (sous la direction de), *Dagli archivi di Mosca. L'URSS, il Cominform e il PCI 1943-1951*, Rome, Carocci, 1998 ; Silvio Pons, *L'URSS, il PCI e le origini della guerra fredda (1943-1948)*, Rome, Carocci, 1999.

²⁶ C'est encore plus vrai pour la question de l'État. Dans une littérature extrêmement abondante, on se contentera de renvoyer à Sabino Cassese, *Governare gli italiani. Storia dello Stato*, Bologne, il Mulino, 2014.